



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 14/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ROXEL FRANCE

Avenue GAY LUSSAC
BP 50058
33160 Saint-Médard-En-Jalles

Références : Cf UD
Code AIOT : 0005201250

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/09/2024 dans l'établissement ROXEL FRANCE implanté Avenue GAY LUSSAC BP 50058 33160 Saint-Médard-en-Jalles. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ROXEL FRANCE
- Avenue GAY LUSSAC BP 50058 33160 Saint-Médard-en-Jalles
- Code AIOT : 0005201250
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société ROXEL est une filiale à 50 % de MBDA (Aérospatiale) et 50 % de SAFRAN Ceramics. L'établissement ROXEL FRANCE de Saint-Médard-en-Jalles est implanté sur une plate-forme pyrotechnique existante depuis 1661, située au cœur de la commune. Cette plate-forme d'une surface de 435 ha est partagée avec la société ARIANEGROUP. La société ROXEL FRANCE occupe 250 des 650 bâtiments de cette plate-forme, pour environ 400 salariés travaillant 5 jours sur 7, en faisant ponctuellement du 2*8 et 3*8. La société ROXEL FRANCE est spécialisée dans la fabrication de propergol pour la propulsion tactique. Il s'agit notamment des moteurs à propergols solides pour les missiles tactiques et pour tous types de roquettes. L'établissement exerce également une activité de fabrication de systèmes pyrotechniques d'allumage et possède un secteur « Essais », destiné à tester les moteurs produits. ROXEL FRANCE fabrique deux grandes familles de propergols : les propergols homogènes (fabriqués à partir de galettes de nitrocellulose imprégnée de nitroglycérine) et les propergols composites (fabriqués notamment à partir de perchlorate et de poudre d'aluminium). L'activité de la société est notamment encadrée par l'arrêté préfectoral du 2 février 2018.

Thèmes de l'inspection :

- Stratégie de défense incendie
- Surveillance marché pyro/explo

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 12/02/2018, article 9.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 12/02/2018, article 9.3.6	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 12/02/2018, article 9.3.6.2	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
6	Contrôle de la liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
13	Dispositif d'extinction automatique	Arrêté Préfectoral du 12/02/2018, article 9.3.6.1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
14	Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 12/02/2018, article 9.5.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 12/02/2018, article 9.3.2	Sans objet
5	Dispositions	Arrêté Préfectoral du 12/02/2018,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	particulières applicables aux installations pyrotechniques	article 11.1.3	
7	Analyse du compte rendu d'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17	Sans objet
8	Vérification des échéances de l'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I	Sans objet
9	Vérification des échéances de La requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I	Sans objet
10	Contrôle de l'état de l'équipement	Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2	Sans objet
11	Contrôle des accessoires de sécurité	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I	Sans objet
12	Contrôle du marquage par poinçon et par étiquette	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 24	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection note des points d'amélioration à apporter par l'exploitant dans la gestion des moyens de lutte contre l'incendie.

Des demandes d'action correctives sont demandées à l'exploitant sur les dispositifs de rétention des pollutions accidentelles et sur les dispositifs de détection incendie. Des demandes de justifications supplémentaires sont également demandées à l'exploitant sur un certain nombre de points mentionnés dans le rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/02/2018, article 9.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Réseau hydrographique
Prescription contrôlée :

« L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger et comportant au minimum les matériels suivants :

(...)

- d'un réseau alimenté par le réseau hydrographique (la Jalle). Deux réserves d'eau (H1 et H2) d'une capacité unitaire de 500 m³ sont en permanence en eau. 3 pompes de 750m³/h chacune permettent d'alimenter ces réserves, secourue par une pompe supplémentaire. Des prises d'eau en Jalle sont maintenues disponibles pour permettre le raccordement au service d'incendie et de secours de s'approvisionner directement en cas de besoin. »

Constats :

Les réserves d'eau H1 et H2 sont des châteaux d'eau. Lors de la visite, l'inspection s'est rendue sur la réserve H2 récemment rénovée. Dans cette réserve, l'exploitant a indiqué que la hauteur d'eau de la réserve au jour de la visite était de 5,12m et que les pompes relançaient un remplissage des réserves en dessous d'un seuil de 4,2 m de hauteur.

Lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier :

- du volume de la réserve d'eau (au moins 500 m³ disponibles),
- de préciser à quel volume d'eau correspond les hauteurs d'eau (notamment 4,2 m seuil de déclenchement des pompes).

Par courriel du 23/09/2024, l'exploitant a fourni un tableau de caractéristiques des châteaux d'eau. Dans ce document il apparaît que la capacité de stockage des châteaux d'eau est bien de 500 m³ mais il n'y a pas d'éléments permettant de justifier que ce volume est en permanence disponible car aucun lien n'est fait entre la mesure de hauteur d'eau et le volume dans la réserve. Lors de la visite, au niveau du pompage Y, l'inspection a constaté la présence de 3 pompes en état de marche apparent (les pompes n'ont pas été testées). La pompe de secours ne fonctionne plus. L'exploitant a expliqué dans les faits que seules deux pompes étaient utilisées (à tour de rôle), la troisième servant de secours.

L'exploitant a précisé que le débit nominal des pompes est de 530 m³/h, il ne respecte donc pas le débit nominal des pompes défini à 750 m³/h dans l'arrêté. Post inspection, l'exploitant a indiqué qu'une étude d'ARIANEGROUP démontrait que le débit de 530 m³/h serait suffisant pour lutter contre un incendie. En conséquence, l'inspection des installations classées ne propose pas de mise en demeure sous couvert de la réception rapide d'éléments justifiant cette déclaration.

L'exploitant a déclaré qu'il n'y avait pas de prises d'eau en Jalle permettant le raccordement du SDIS en cas de besoin.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit justifier du respect de la présence en permanence de 500 m³ d'eau dans les réserves H1 et H2 et donner la correspondance entre les relevés de hauteur d'eau et le volume associé.

L'exploitant respecte le nombre de pompes d'alimentation et le débit nominal de ces pompes (750 m³/h dans l'arrêté préfectoral) ou bien porte à la connaissance du préfet la baisse du nombre de pompes d'alimentation et de débit nominal en justifiant que ces modifications restent appropriées aux risques et permettent de lutter efficacement contre l'incendie.

L'exploitant porte à la connaissance du préfet les mesures alternatives mises en place pour

permettre au SDIS de s'alimenter directement dans la Jalle en cas de besoin.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/02/2018, article 9.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de détection incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger et comportant au minimum les matériels suivants : (...)</p> <ul style="list-style-type: none"> - de dispositifs de détection incendie pour les installations de stockage de produits inflammables et installations où sont mis en œuvre du propergol ou des galettes de nitrocellulose imprégnées de nitroglycérine. »
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a déclaré que les bâtiments équipés de systèmes de détection incendie sont les suivants : HIV, D36, D33, HES3, HEC, H, S.</p> <p>Par échantillonnage le jour de la visite, l'inspection s'est rendue sur le bâtiment HEC (Homogène, Essorage, Composition). L'exploitant a indiqué que seul le local 7 (stockage de galettes essorées) était équipé de détecteurs incendie. Dans ce local, l'inspection a constaté la présence de 4 détecteurs incendie, de 2 types différents. L'exploitant a précisé qu'il s'agissait de détecteurs de fumée mais n'a pas su préciser la différence entre les deux types de détecteurs vus dans le local 7.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant pourrait utilement tenir une liste des détecteurs par bâtiment ou local avec leurs caractéristiques de détection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/02/2018, article 9.3.6
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>les moyens d'intervention et de secours doivent être maintenus en bon état de service et être vérifiés périodiquement. La date et le contenu de ces vérifications sont consignés par écrits et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de préciser la fréquence de maintenance des</p>

pompes du pompage Y, ni de fournir le rapport de vérification périodique.

L'exploitant a fourni le dernier rapport de vérification périodique des détecteurs d'incendie pour les bâtiments HEC, D33, H et S (référence n° 6LB-0630071585_202408_PM_20240625154716). Dans ce rapport, les détecteurs vus au local 7 du bâtiment HEC ne sont pas clairement identifiés. A la lecture de ce rapport, l'inspection relève également un certain nombre d'incohérences :

- sur les 6 détecteurs référencés DO1101Ex (Local commande HEC - FC2020), seuls 4 ont été vérifiés,
- bâtiment 33 : 1 détecteur référencé DO1101AEx ne fonctionne pas et proposition de remplacer les 2 détecteurs du local 2,
- Zone 1 bâtiment HEC : sirène non audible et proposition d'ajout de sirènes évacuation incendie
- Zone 3 bâtiment H et S : remplacement à prévoir de deux sirènes sonnant trop faiblement. Lors de la visite, l'exploitant n'a pas apporté la preuve de la mise en œuvre d'actions correctives sur ces points, ni de fournir le dernier rapport de vérification périodique des autres bâtiments équipés de détection automatique sur le site (D36, HES3 et HIV).

Par courriel du 23/09/2024, l'exploitant a indiqué qu'un devis a été effectué pour le remplacement des détecteurs du bâtiment 33 et que des rondes ont été mises en place en attendant leur installation définitive.

Par courriel du 23/09/2024, l'exploitant a envoyé à l'inspection les rapports de vérification périodique des bâtiments D36, HES3 et HIV.

A la lecture de ces documents, l'inspection note les points suivants :

- sur le rapport du bâtiment HES3 (ref n° 6LB-0630071585_202408_PM_20240624165629) : il n'apparaît pas la présence de détecteurs au niveau du bâtiment HES3
- sur le rapport du bâtiment HIV (ref n° 6LB-0630071585_202408_PM_202406143648) : le rapport mentionne la présence de 6 détecteurs (refDO1110Ex) mais aucun n'a été vérifié, le retrait de 4 détecteurs au niveau des locaux 2 et 10 non remplacés, la présence d'une centrale dysfonctionnante au niveau du local 23, la nécessité d'ajouter des sirènes d'évacuation incendie dans le bâtiment.
- sur le rapport du bâtiment D36 (ref n° 6LB-0630071585_202408_PM_20240628102650), l'inspection n'a pas de remarque.

Par courriel du 23/09/2024, l'exploitant indique que des levées de réserve sont en cours et des rondes ont été mises en place au niveau du bâtiment HIV.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant indique la fréquence de maintenance des pompes du pompage Y et fournit le dernier rapport de vérification périodique.

L'exploitant apporte :

- la justification que les 4 détecteurs vus au niveau du local 7 du bâtiment HEC ont bien faits l'objet de la vérification périodique,
- des éléments de réponse aux incohérences identifiées dans les rapports de vérification périodique des détecteurs d'incendie (vus dans les constats supra),
- les preuves de mise en œuvre des actions correctives,

- le détail des mesures compensatoires mises en place dans l'attente du traitement des non-conformités.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/02/2018, article 9.3.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Débits des poteaux incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« À défaut d'une vérification par les services en charge de la sécurité de la plate-forme, l'exploitant contrôle à une fréquence annuelle les débits des poteaux et bornes incendies desservant ses installations. Les résultats de ces contrôles sont transmis à l'inspection des installations classées soit en précisant pour chaque poteau :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la pression statique ; • la pression disponible à 60 m³/h ; • le débit à 1 bar ; • le débit maximal. »
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a demandé la preuve de la vérification annuelle de la borne nouvellement installée au niveau des installations MS3 et MS4. L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir cet élément.</p> <p>Par courriel du 23/09/2024, l'exploitant a fourni un document sur lequel apparaît la pression statique mais il manque les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la pression disponible à 60 m³/h, • le débit à 1 bar, • le débit maximal.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant fournit les justificatifs suivants pour la BI 298 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la pression disponible à 60 m³/h, • le débit à 1 bar, • le débit maximal.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 5 : Dispositions particulières applicables aux installations pyrotechniques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/02/2018, article 11.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Timbrage des installations pyrotechniques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La quantité maximale de produits pyrotechniques autorisée par cellule, par bâtiment et par division de risques est défini dans le tableau de l'annexe 4 du présent arrêté.</p> <p>L'exploitant met en place une procédure et un enregistrement des quantités présentes dans chaque bâtiment. L'exploitant dispose d'un moyen lui permettant de s'assurer en permanence du respect du timbrage de chaque atelier ou dépôt.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un logiciel lui permettant d'effectuer un état des stocks dans chaque bâtiment tous les soirs. Le fichier excel issu de ce logiciel est disponible au poste de garde. Une copie de cet état des stocks est disponible le matin pour les salariés du site.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a demandé à connaître le timbrage du jour au sein du bâtiment RMS.</p> <p>Par échantillonnage, l'inspection s'est rendue au niveau du local n°1 du bâtiment RMS et a procédé au comptage des quantités réellement présentes.</p> <p>* Les quantités sont mentionnées dans la partie confidentielle du rapport.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant met en œuvre les moyens nécessaires pour s'assurer que l'état des stocks fourni par son logiciel est cohérent avec les quantités réellement présentes sur le site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Contrôle de la liste des appareils à pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III
Thème(s) : Risques accidentels, Liste des appareils à pression
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.</p> <p>L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 23/09/2024, l'exploitant a communiqué à l'inspection la liste des ESP présents sur le site.</p> <p>L'inspection a constaté que sur cette liste il manque :</p>

- la date du dernier contrôle de requalification périodique pour certains équipements (marqués par un ?)
- la vérification périodique pour les accumulateurs hydrauliques et air ainsi que les bouteille de gaz extincteur
- une croix dans la colonne "REGL 4 ans" pour le réservoir pauchard N 102006 (code équipement SM-P13-WC0330).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant justifie :

- de l'absence de vérification périodique pour les accumulateurs hydrauliques et air ainsi que les bouteille de gaz extincteur;
- de la raison de n'avoir pas coché la colonne "REGL 4 ans" pour le réservoir pauchard N 102006 (code équipement SM-P13-WC0330);
- de l'absence de date de la dernière requalification périodique pour les équipements avec un ?
- si la terminologie "sommeil" est équivalente ou pas aux installations au chômage?

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Analyse du compte rendu d'inspection périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 17

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire

Prescription contrôlée :

I. - L'inspection périodique est réalisée :

- pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ;

- pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition.

II. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués.

III. - Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte rendu.

Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération.

L'organisme habilité émet un nouveau compte rendu prenant en compte le résultat favorable du

<p>nouveau contrôle.</p> <p>Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par échantillonnage, l'inspection a demandé à voir le dernier compte-rendu d'inspection périodique du ballon réservoir d'air comprimé de 200L au niveau du bâtiment RXS (code de l'équipement : SM-RXS-RXL-000965).</p> <p>L'exploitant a fourni le rapport N° E27588422301 R 001 de la Sté DEKRA et est daté du 28/08/2023. Pour cet ESP, le rapport ne mentionne pas d'observation et indique que l'équipement peut être maintenu.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Vérification des échéances de l'inspection périodique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.</p> <p>La période maximale est fixée au maximum à :</p> <p>1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ;</p> <p>2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide.</p> <p>Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté,</p> <p>Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il n'y a sur son site que des équipements dont la période maximale entre deux vérifications périodiques est de 4 ans au maximum. L'exploitant a précisé qu'il a pris la décision de porter à 3 ans la période de contrôle entre deux vérifications périodiques. L'inspection constate cependant dans le document "liste des ESP" de l'exploitant, que le délai de 4 ans entre deux vérifications périodiques est toujours appliqué.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant met en adéquation ses déclarations (périodicité de 3 ans pour les inspections périodiques) et les échéances dans son document "liste des ESP".
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Vérification des échéances de La requalification périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ; - trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ; - six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ; - six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ; - six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ; - dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur. <p>Pour les extincteurs soumis à une pression maximale admissible de plus de 30 bar, la requalification périodique est réalisée à l'occasion du premier rechargement effectué plus de six ans après la requalification précédente, sans que le délai entre deux requalifications périodiques ne puisse excéder dix ans. Les autres extincteurs ne sont pas soumis à requalification périodique.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a déclaré que les ESP présents sur son site ne contiennent que de l'air et que la période entre deux requalifications périodiques est de 9 ans. Or dans la liste des ESP la date de la prochaine requalification périodique est de 10 ans.</p>

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant met en adéquation ses déclarations (périodicité de 9 ans pour les requalifications périodiques) et les échéances dans son document "liste des ESP".</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Contrôle de l'état de l'équipement

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2016, article R. 557-14-2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les équipements sont maintenus constamment en bon état et vérifiés aussi souvent que nécessaire. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite et par échantillonnage, l'inspection a visualisé le ballon réservoir d'air comprimé 200L (code équipement SM-RXS-RXL-000965) et a constaté que cet ESP est en bon état.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Contrôle des accessoires de sécurité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.I</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif de contrôle.</p> <p>A l'occasion du fonctionnement des accessoires de sécurité, un dépassement de courte durée de la pression maximale admissible, lorsque cela est approprié, est admis. La surpression momentanée est limitée à 10 % de la pression maximale admissible.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite et par échantillonnage, l'inspection a visualisé le ballon réservoir d'air comprimé 200L (code équipement SM-RXS-RXL-000965) et a constaté que cet ESP est équipé d'une soupape réglée à 11 bars qui est la pression maximale admissible pour cet ESP.</p> <p>L'inspection n'a pas vérifié si cette soupape est équipée d'un dispositif de contrôle.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Contrôle du marquage par poinçon et par étiquette

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 24</p>
--

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cas de succès de la requalification périodique d'un équipement, autre qu'une tuyauterie, l'organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté appose, au voisinage des marques réglementaires préexistantes, la date de la dernière opération de requalification périodique suivie de la marque dite à " tête de cheval ".</p> <p>Le marquage est effectué directement sur le corps de l'équipement ou, si cette apposition est susceptible d'altérer le niveau de sécurité de l'équipement, par tout autre moyen inaltérable jusqu'à la prochaine requalification selon des modalités définies par le ministre chargé de la sécurité industrielle.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite et par échantillonnage, l'inspection a visualisé le ballon réservoir d'air comprimé 200L (code équipement SM-RXS-RXL-000965) et a constaté que cet ESP ne comportait pas de marquage de dernière requalification périodique. Dans la mesure où cet ESP date de 2019, il est normal qu'il n'ait pas encore fait l'objet d'une requalification périodique. La prochaine est bien prévue par l'exploitant en 2029.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Dispositif d'extinction automatique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/02/2018, article 9.3.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un justificatif de la certification APSAD ou équivalent des dispositifs d'extinction automatique.</p> <p>L'exploitant met en œuvre une vérification semestrielle des systèmes d'extinction automatique par une entreprise titulaire de la certification APSAD ou équivalent. Les écarts constatés, qui sont de nature à remettre en cause la disponibilité des systèmes d'extinction, sont corrigés sans délai. À défaut l'exploitant informe l'inspection des installations classées des mesures compensatoires mises en œuvre.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté une attestation de conformité des installations de défense incendie des bâtiments H et S. Cette attestation est produite par l'entreprise 2M.S.E études et services. L'exploitant n'a pas fourni la preuve que cette entreprise fait bien partie des entreprises certifiées par le CNPP pour réaliser ce type d'attestation.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir le dernier rapport semestriel de vérification des dispositifs d'extinction automatique au niveau des bâtiments H, S, et local 7 (HEC).</p> <p>Par courriel du 23/09/2024, l'exploitant a fourni le dernier rapport de contrôle de noyage des bâtiments H. Ce rapport est en date du 29/03/2024 et a été réalisé par la société AQMO industrie.</p>

<p>L'exploitant n'a pas fourni la preuve que cette entreprise fait bien partie des entreprises certifiées par le CNPP pour réaliser ce type de vérification périodique.</p> <p>Dans ce rapport, il est mentionné que les buses en bout de ligne s'écoulent difficilement mais aucune recommandation d'action corrective n'est proposée et il n'y a pas trace d'action de la part de l'exploitant pour résoudre ce problème.</p> <p>L'exploitant n'a pas fourni le rapport semestriel de vérification des dispositifs d'extinction automatique du local 7 du bâtiment HEC ni du bâtiment S.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant fournit les justificatifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la preuve que les entreprises 2M.S.E et AQMO font bien partie des entreprises certifiées par le CNPP pour réaliser une attestation de conformité d'installations de défense incendie ou leur vérification périodique - le rapport semestriel de vérification des dispositifs d'extinction automatique du local 7 du bâtiment HEC et du bâtiment S, - les actions mises en œuvre pour assurer un bon écoulement des buses de bout de ligne du bâtiment H.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 14 : Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/02/2018, article 9.5.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Rétention et confinement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a demandé à voir les bassins externes chargés de collecter notamment les eaux de noyage incendie du sous-ensemble ED2. L'exploitant a indiqué que ces eaux étaient collectées dans une cuve enterrée double peau avec un indicateur déporté de détection de fuites et de point haut (afin de maintenir à tout moment le volume nécessaire pour les eaux de noyage). L'inspection a constaté que les deux indicateurs (fuites et niveau haut) ne fonctionnaient pas le jour de la visite.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p>

L'exploitant effectue la réparation des indicateurs de fuites et de niveau haut sur la cuve enterrée de récupération des eaux de noyage du sous-ensemble ED2 et en apporte la preuve à l'inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois